



**50<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme**

**Point 2 – Dialogue interactif avec la Haute Commissaire sur la situation des droits humains  
en Afghanistan**

**15 juin 2022**

Intervention de S.E. Monsieur Marc Bichler, Ambassadeur du Luxembourg

Merci Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration présentée par l'Union européenne.

Nous remercions la Haute Commissaire pour son rapport oral sur la situation des droits humains en Afghanistan. Nous prenons note de la volonté exprimée par les autorités *de fait* de travailler avec les Nations Unies. Or, cette promesse devra être suivie d'actes concrets et ne doit pas être retirée, comme cela fut le cas pour la scolarisation des filles.

Les droits humains – surtout les droits des femmes et des filles – sont profondément en crise en Afghanistan. Malgré les assurances des autorités de fait, la persécution des défenseurs et défenseuses des droits humains, des journalistes et employés-e-s des médias, des anciens membres de l'administration ou de la magistrature, se poursuit systématiquement.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le sort réservé aux femmes et aux filles. Elles sont prises entre le marteau des Talibans – qui continuent de nier leurs droits les plus élémentaires – et l'enclume d'une situation humanitaire sans cesse plus désespérée.

Le Luxembourg exhorte les autorités de fait à garantir le respect des droits humains des enfants, femmes et hommes afghans. Les droits économiques, sociaux et culturels de toute la population, dont les minorités comme les Hazara, les Hindous et les Sikhs, font partie intégrantes.

La communauté internationale, tout comme ce Conseil, doit prendre ses responsabilités : cela concerne également les pays qui entretiennent des relations de coopération directes avec les autorités *de fait*.

Je vous remercie